

JANVIER 2012

99^{ÈME} ANNÉE



4 Millions 7

PÉRIODIQUE MENSUEL D'ÉTUDES ET D' ACTIONS DE LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES, ATTACHÉ À LA DIFFUSION DE LA CULTURE FRANÇAISE ET À LA PROMOTION DE LA COMMUNAUTÉ WALLONIE-BRUXELLES

N° d'agrément P 801338

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1030 BRUXELLES 3
1/3392

Bureau postal de dépôt
1030 Bruxelles 3

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Les 366 jours de 2012 sont entamés et quoi qu'en disent astrologues, prévisionnistes et 'Madame Soleil' de tout poil, nul ne sait quelles surprises ils nous réservent même si de grandes lignes semblent tracées. Sans doute l'heure n'est-elle guère à l'optimisme : les prévisions économiques sont mornes, l'avenir institutionnel des Francophones de Bruxelles et de la périphérie est hypothéqué par les récents accords gouvernementaux et même si le volet judiciaire de BHV semble offrir un peu d'éclaircie, rien n'est encore précisé ni finalisé.

Le discours dominant des médias insiste sur les aspects négatifs de l'actualité. Après tout, c'est leur rôle et chacun sait qu'un train arrivé à l'heure ne constitue pas un événement médiatique (encore que... diront les navetteurs!). Il n'en faut pas pour autant verser dans la sinistrose. Les situations de crise sont génératrices de créativité. La vitalité du secteur associatif est revigorante, témoin d'un véritable engagement 'citoyen', même si le mot a été quelque peu galvaudé. Les mots, comme les être humains, les étoffes ou les marches d'escalier sont soumis à l'usure mais les mots retrouvent force et jeunesse si on y injecte énergie et lucidité.

Hélas, les associations, même animées par des bénévoles, ne peuvent vivre d'eau claire et de l'air du temps. Est-il besoin de vous rappeler que tout augmente : le papier, les tarifs postaux et j'en passe ? Je lance donc le traditionnel appel au renouvellement des adhésions et vous remercie déjà chaleureusement pour votre célérité et votre générosité.

12 €
à verser au compte
IBAN BE62 1450 5390 3161
de la Ligue wallonne

Toute participation au fonds
de soutien est la bienvenue

Ouvrez vos agendas pour y noter que Bruxelles Métropole Francophone et la Ligue wallonne vous invitent le 16 février à écouter Monsieur Jean-Paul Nassaux du CRISP sur le thème du *nouveau mouvement bruxellois* et que le 18 mars, nous vous attendons nombreux à notre traditionnel déjeuner de printemps. Nul doute que La moule sacrée mettra une fois de plus les petits plats dans les grands.

Du fond du cœur, je vous souhaite pour 2012 la santé, la paix, la force et la sérénité.

Marie-Claire DALOZE-WILLIQUET
Vendredi 13 janvier 2012

Membres de la Ligue wallonne en ordre de cotisation et candidats aux élections communales et/ou provinciales d'octobre 2012, faites-vous connaître à la rédaction de « 4 millions 7 ». Nous aviserons nos lecteurs de votre candidature.

Déjeuner-débat le 16 février

Voir page 7

Dans ce numéro
le supplément
France Wallonie Bruxelles

Le dimanche 18 mars 2012

à 12 heures 30

Déjeuner De Printemps

à La Moule sacrée,

11 rue des Chapeliers 1000 Bruxelles
(à deux pas de la Grand-Place)

Menu

Porto

*

Moules marinières (M)

ou

Pavé de bœuf sauce Escoffier (V)

*

Bavarois aux fruits rouges

*

Vin, eaux, café

Participation aux frais : 26 € par personne
à verser avant le 11 mars
au compte IBAN **BE62 1450 5390 3161**
de la Ligue wallonne

N'oubliez pas de préciser le plat choisi
(M ou V)
et d'indiquer les personnes souhaitées à
votre table.

Inscriptions par téléphone chez Marie-
Claire Daloze 02 734 77 02
ou par courriel mcdaloz@skynet.be

POLITIQUE

Réponse à l'article du magazine *le vif* sur les fiascos de l'histoire de Belgique

Le numéro du Vif du 6 janvier 2012 énumère une série de fiascos ayant marqué l'histoire de Belgique. On y retrouve pêle-mêle le guet-apens d'Ambiorix, le référendum royal, l'occasion manquée du pacte d'Egmont, la chute du gouvernement Leterme à cause du fils De Croo, etc...

Je ne m'arrêterai pas au passage sur la visite, fin des années 40, de Léopold III chez Hitler qui ne constitue nullement un fiasco de l'histoire de ce pays mais uniquement un flop de la monarchie belge, tant la visite du souverain à Berchtesgaden ne constituait qu'une initiative individuelle non couverte par le gouvernement de l'époque et donc anticonstitutionnelle. Elle était, de surcroît, contraire au vœu de la population majoritairement hostile au nazisme. La fin des partis nationaux occupe quant à elle toute une page de ladite publication. Il ne s'agit cependant pas non plus d'un fiasco de l'histoire belge mais d'une conséquence logique et inévitable de l'évaporation du sentiment national. Les partis politiques étant censés constituer des instances démocratiques, c'est donc en toute liberté qu'ils se sont scindés. Toute tentative de recréer un parti national a d'ailleurs fait... flop!

Il est, en revanche, plus utile de se pencher sur l'article consacré à 1932, l'année où la Belgique a tourné le dos au bilinguisme. Cette polémique reste, en effet, d'actualité. En 2007, Jean-Luc Dehaene affirmait, toutes griffes dehors, que, si la Wallonie avait accepté le régime du bilinguisme, la Belgique ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. En bref, une énième tentative de culpabilisation du peuple wallon!

Si le bilinguisme en Flandre correspondait à une réalité, il n'en était rien pour la Wallonie. Au nord, la bourgeoisie était francophone et le peuple s'exprimait dans des dialectes flamands. Quel intérêt y avait-il pour les habitants des entités de Stavelot, Dinant ou Jurbise de se voir imposer le néerlandais dans leurs administrations locales ou dans les services publics déconcentrés? Poser la question, c'est y répondre. Dans les ministères nationaux et en l'absence de tout cadre linguistique, les Flamands, ayant toujours vécu dans un

espace relativement bilingue, y auraient été immanquablement avantagés par rapport aux Wallons; ces derniers étant confrontés dans leur région à la seule cohabitation du français et du wallon.

Bruxelles est actuellement la ville belge où le bilinguisme est le plus pratiqué. Ce phénomène se marque encore davantage dans les communes de sa périphérie. Celles-ci sont-elles pour autant appréciées du peuple flamand? La négative s'impose de toute évidence. C'est également dans cette région bilingue que le chômage est le plus persistant. Le bilinguisme imposé à Bruxelles sert avant tout à créer de très nombreux emplois occupés par des navetteurs flamands. Si la Flandre, confrontée au plein emploi, cherche à engager de jeunes Bruxellois, ce n'est que pour des emplois plutôt subalternes du style de balayeurs, bagagistes... Les postes de cadre et de direction ne sont pratiquement jamais concernés par une telle démarche. La transposition du «modèle» bruxellois à l'ensemble de la Wallonie l'aurait donc plongée dans un marasme pire que l'actuel!

Que reste-t-il d'ailleurs du bilinguisme en Flandre? Celle-ci avait cependant jadis enfanté des artistes comme Verhaeren, Maeterlinck ou encore James Ensor dont les lettres attestent de sa pratique quotidienne de la langue de Voltaire. La réponse est claire: il n'en subsiste aujourd'hui rien ou à peu près rien, tant le rouleau compresseur flamand n'a laissé aucune place à la culture française. Que serait-il dès lors advenu d'une Wallonie minoritaire mais bilingue? On peut sans crainte affirmer qu'en 1932, la Wallonie, en refusant le bilinguisme généralisé, l'a échappé belle.

L'auteur de l'article cite abondamment le professeur de l'UCL, Michel Dumoulin, selon qui ce repli frileux wallon constituerait un ratage extraordinaire. Ce refus wallon, un réflexe de défense de son territoire, s'est, au contraire, révélé par la suite prémonitoire. Peu de temps après, en 1936, la Belgique, sous la pression des Flamands et du roi Léopold III, imposait aux Wallons et aux Bruxellois, et ce contre leur gré, une politique absurde de neutralité par rapport à l'Allemagne nazie. On placera

alors une grande partie de l'armée belge le long de la frontière française; une attitude ubuesque aux conséquences ultérieures désastreuses, fermement dénoncée en son temps tant par le socialiste Max Buzet que par le libéral Jean Rey. Ne s'agit-il pas là d'un des vrais fiascos de l'histoire de Belgique?

Que dire des derniers chapitres de notre histoire nationale? L'État belge bilingue désinvestissait, durant les décades suivantes, le sud du pays. Les investissements se concentreront alors à Anvers, à Zeebrugge et dans les provinces du nord. Les usines Ford qui auraient logiquement dû, en vue de son redressement, s'implanter dans le bassin mosan, étaient détournées vers Genk. De tels exemples abondent, on en passe et des meilleurs. La même logique se poursuit actuellement dans les départements fédéraux et à l'armée en particulier. L'ouvrage du colonel Gennart «*Vers une armée flamande?*» confirme toutes les craintes à cet égard. Que dire aussi de l'abandon en rase campagne de 150.000 Francophones en Flandre? Une décision tragique accentuant notre minorisation dans un État belge de moins en moins au service des Wallons et des Bruxellois. L'atonie du monde politique francophone qui tolère une telle évolution, là, réside sans doute le grand fiasco de notre histoire récente.

L'auteur de l'article voit juste quand il conclut qu'une fois les lois de 1932 adoptées, le mouvement flamand se montre - temporairement, précisons-le - satisfait et les Wallons, soulagés. Il s'agissait, en effet, avant tout d'une revendication flamande, n'en déplaise à monsieur Dehaene. Les Wallons, eux aussi n'en voulaient pas mais ne disposaient pas de la même force de frappe que le mouvement précité qui finit toujours par voir ses exigences satisfaites. Le journaliste du Vif se trompe cependant en citant François Bovesse comme une grande figure du socialisme [sic] francophone. Celui-ci était libéral mais le lecteur aura de lui-même fait la correction.

Jean-Luc ROBERT

rue du Clocher 34, 1040 Etterbeek

0497.599.803 - Jeanluc.robert@telenet.be

POLITIQUE

Histoire et Mouvement wallon

Il faut bien l'admettre, l'histoire du Mouvement wallon est peu connue. Peu connue parce que peu enseignée ; peu connue parce que peu étudiée.

Longtemps influencée par l'oeuvre d'Henri Pirenne, l'école historique belge tend à gommer les particularismes. Il s'agit d'exalter l'âme belge qui serait préexistante à 1830. Dès lors, les premiers ouvrages écrits sur le Mouvement wallon n'émanent pas du monde académique mais bien de militants plus ou moins bien documentés.

Durant l'entre-deux-guerres, l'élan patriotique forgé dans le creuset des tranchées de l'Yser renforce la conception unitariste de l'histoire de Belgique. Certains historiens amateurs s'emploient à contrer cette tendance mais leurs travaux restent quasiment sans écho. En 1938, des militants actifs à Liège, Bruxelles ou Charleroi fondent la Société historique pour la Défense et l'Illustration de la Wallonie qui se donne pour but d'étudier le passé des régions romanes du pays.

Après la Seconde Guerre mondiale, les conceptions développées par Pirenne

restent dominantes au sein de la communauté scientifique, malgré l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs.

Fernand Schreurs, Secrétaire général du Congrès national wallon, publie des articles sur l'histoire du Mouvement wallon. A partir des années 1960, l'Institut Jules Destrée se lance dans une politique éditoriale qui aborde différentes facettes de l'histoire wallonne mais, à l'exception notable du professeur Félix Rousseau, le monde académique boude les collections développées par l'Institut.

Il faut attendre la fin de l'état unitaire pour voir apparaître les premières grandes synthèses. En 1973, l'*Histoire de la Wallonie*, dirigée par Léopold Genicot sort de presse. Six ans plus tard, l'Université Libre de Bruxelles décide de créer un cours d'histoire de la Wallonie et du Mouvement wallon. La chaire est occupée par Hervé Hasquin, par ailleurs directeur scientifique de l'ouvrage *La Wallonie. Le pays et les hommes*. A Liège, à la même époque, le professeur Robert Demoulin dirige un séminaire d'histoire contemporaine autour du Congrès wallon de 1905.

A partir des années 1980, la recherche s'intéresse davantage aux militants wallons et à leur action. En 2000, un vide important est comblé grâce à l'*Encyclopédie du Mouvement wallon*, publiée plus d'un quart de siècle après son homologue flamande.

Ces dernières années, on constate que les étudiants des universités francophones se détournent d'une thématique qui offre pourtant de nombreuses pistes de recherche et de réflexion. Bien sûr, il n'est pas question ici de nier l'intérêt et l'importance de sujets relatifs à l'histoire de l'intégration européenne, des pays d'outre-mer ou des flux migratoires. La désaffection récente vis-à-vis de l'étude du mouvement wallon constitue-t-elle une tendance lourde ? S'agit-il d'un simple reflux avant un regain d'intérêt ? En cette période de débats institutionnels et de questionnement identitaire, la question mérite d'être posée...

Fabrice MEURANT-PAILHE, attaché
Fonds d'Histoire du Mouvement wallon

Les commerçants de Grimbergen veulent pouvoir parler français

En novembre dernier, les habitants de Grimbergen recevaient comme tous les mois le journal communal dans leur boîte aux lettres. À l'intérieur, des informations sur le marché de Noël et les différentes activités des semaines à venir. Mais cette fois-ci, un petit article écrit en page 19 retient l'attention. Une colonne intitulée *Meldpunt ook voor taalklachten* en a choqué plus d'un (Le Soir du 30 novembre).

La commune invite les riverains à dénoncer l'usage du français. Le texte s'adresse directement aux concitoyens : «*Vous avez remarqué une inscription en français ou entendu parler une autre langue ? Dans ce cas, vous pouvez déposer plainte au bureau d'accueil.*» Des propos qui invitent à la délation. Et le texte insiste bien : «*Nous comptons sur la collaboration de tous et spécialement des entreprises, des commerçants et des associations.*» La commune regrette de constater «*qu'hélas tout le monde ne respecte pas le caractère*

flamand de Grimbergen.» L'article renvoie également à une page du site internet de la commune qui permet de remplir un formulaire.

«L'invitation» en a surpris plus d'un, à commencer par le syndicat neutre pour les indépendants. Sa présidente flamande, Christine Mattheeuws, ne mâche pas ses mots : «*Cette mesure est vraiment scandaleuse, on va trop loin et cela m'inquiète énormément. Il ne faut pas oublier qu'on ne peut pas empêcher un commerçant de tout faire pour satisfaire sa clientèle. J'ai l'impression que l'administration communale oublie que les petits magasins vivent grâce à leurs clients. Cette ligne de délation risque de leur enlever le pain de la bouche.*»

Les commerçants qui seront dénoncés pourraient voir s'envoler une partie de leur clientèle : «*Si un flamingant va dire qu'un tel a osé parler le français, il pourrait être montré du doigt. Et si le gérant d'une bou-*

tique ne peut pas s'exprimer en français, il pourrait perdre une partie de sa clientèle francophone.»

Christine Mattheeuws comprend que la commune fasse tout pour préserver son caractère flamand, «*mais cela ne doit pas passer par ce type de mesures. Ils peuvent très bien organiser des cours de néerlandais pour favoriser la langue mais pas demander aux commerçants de ne parler qu'en néerlandais.*»

Et le syndicat neutre pour indépendants de rappeler que cette mesure n'est pas légale. «La liberté en matière linguistique existe en Belgique. La mission du commerçant est d'offrir un service de qualité à sa clientèle. C'est notamment ce qui lui permet de tenir face aux grands magasins.»

Pierre-Yves MEUGENS
Texte aimablement communiqué par Défense
de la langue française (DLF)

FORUM

Vous l'aurez sans doute remarqué, notre Forum a observé la trêve des confiseurs. Le gouvernement installé in extremis après 18 mois de crise n'avait pas encore pu susciter beaucoup de commentaires et, légitimement, chacun se lovait dans le cocon familial des fêtes d'hiver. Le Forum redémarre. Il est le vôtre. Réagissez. Alimentez-le par vos avis, commentaires et analyses (à envoyer chez Marie-Claire Daloze 28 avenue du Onze novembre à 1040 Etterbeek ou de préférence par courriel mcdaloz@skynet.be).

Charles-Ferdinand NOTHOMB, Ministre d'État, par courriel – [...] Je suis heureux que Monsieur Di Rupo ait réussi, mais la Région wallonne a perdu budgétairement dans la négociation des transferts de compétence et il faudra qu'elle assainisse elle-même rapidement, ce qu'elle n'a pas fait lors des transferts massifs précédents depuis 1988 et l'abandon de la clé de 1973 (1/3, 1/3, 1/3).

Jacques CLAESSENS, par courriel - Je n'ai aucune confiance dans ce gouvernement qui a capitulé à 90 % devant les exigences de la Flandre, il est de plus certain que Bart De Wever va remettre le couvert et ira à mon sens jusqu'à l'indépendance de la Flandre. Il y a toutefois un hic, c'est Bruxelles, qu'Olivier Maingain reste le seul à défendre valablement.

Je reste convaincu que le respect des droits et libertés des Francophones conditionne un préalable à l'établissement d'un consensus socio économique valable et durable et que, s'il le faut, les Francophones tant wallons que bruxellois ne doivent pas craindre d'affronter la Flandre.

Eugène MESSEMAEKERS, par courriel - Je répète à chaque conseil communal de Vilvorde depuis près de 35 ans que selon l'art. 30 de la Constitution belge, sauf pour les actes de l'autorité publique et pour autant qu'il y a une loi, les francophones qui ne font pas des actes d'autorité publique ont le droit de s'exprimer en langue française en région flamande, dans toute la Belgique et même en conseil communal ou autres à Vilvorde. Les autorités flamandes ne veulent absolument pas considérer cet art. 30 de la Constitution belge.

À noter aussi qu'un «Wooncode» (code d'habitation) est en pleine application à Vilvorde à tel point qu'il y est interdit à un francophone n'ayant pas un certificat

d'étude néerlandais, d'y habiter, d'y avoir son domicile, d'y acheter ou de louer une habitation sociale, d'y acheter un terrain communal et lorsque celui-ci est acheté par un promoteur, il a l'obligation de vendre les appartements ou les maisons qu'il y aura construits uniquement à des néerlandophones sous le contrôle du Collège des Bourgmestre et Échevins de Vilvorde.

N'oublions pas qu'il y a plus de Francophones dans les communes sans facilités de la périphérie de Bruxelles que de Flamands à Bruxelles et de Germanophones dans leur communauté et pourquoi n'aurions nous pas les mêmes droits ?

L'avis de deux Français :

Albert SALON, ancien ambassadeur, président du *FFI-France* et d'*Avenir de la langue française*, par courriel. - Sur l'évolution récente de la situation outre Quiévrain, je me garde de juger. Je dois dire que nous nous sommes accoutumés, ici en France, entre connaisseurs de cette situation, à l'éclatement de votre pays, qui n'est pas une nation, mais un collage autoritaire réalisé par les Anglais et la Sainte Alliance en 1815, puis 1830, dirigé essentiellement contre la France. Des referenda, en Flandre sans doute d'abord, puis en Wallonie-Bruxelles et dans les deux cantons germanophones, et en France même sur les relations à établir avec les restes du Royaume, devront être organisés pour cristalliser les volontés de tous les intéressés.

Jean-Claude SÉCHÉ, vice-président des *Européens dans le monde*, par courriel. En ce qui concerne l'Avenir de la Belgique, la réforme des institutions est un pas de plus vers le fédéralisme, système politique qui répond parfaitement à la situation belge. Sur le modèle de la Suisse ou du Canada, États Fédéraux qui fonctionnent, de ce point de vue, de façon satisfaisante. Certains ont accepté difficilement cette transformation de l'État unitaire en État fédéral. C'était pourtant le seul moyen d'éviter la scission de la Belgique que, chez les Francophones, personne ne souhaite, sans que ce soit certain. Il faudra évidemment que chaque groupe linguistique joue le jeu. Mais, pour ce qui concerne les Flamands, au moins 75 % sont attachés au maintien de la Belgique.

En ce qui concerne la langue française, il faut se défendre de la pression du flamand, certes, mais il faut aussi respecter

la langue de 60 % des Belges. Un médecin de Charleroi se plaignait auprès du gérant de l'immeuble de la Côte belge, où il a un appartement et est le président des propriétaires, de ne pas recevoir en français les devis des entrepreneurs pour des travaux dans l'immeuble. Que répondrait-il à un patient flamand qui lui réclamerait sa prescription en néerlandais ? Le danger c'est l'anglais, la langue mondiale dominante. A Bruxelles, c'est la langue principale des expatriés, anglophones ou non. Qu'est devenue la chanson française dans les médias francophones ? On n'entend plus que des albums «chantés» en anglais. [...]

COMMUNIQUÉS

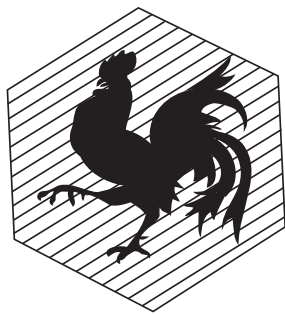
L'avenir de la minorité francophone en Flandre entre les mains de l'ONU

«La plainte pour non-respect des droits culturels et du statut de minorité des Francophones de Flandre que l'APFF a déposée sur le bureau de la commission ad hoc des Nations Unies fera l'objet d'un examen attentif et sans complaisance [...] Cette action se développe parallèlement à la procédure de l'Examen périodique universel. Chaque pays doit se présenter devant le Groupe de travail qui encourage le respect pointilleux des droits de l'homme et adresse des recommandations au pays qui aurait toléré des manquements dans l'un ou l'autre secteur d'activité. La séance fait l'objet d'un rapport officiel. La Belgique a été entendue en mai 2011. C'est Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères qui présentait la situation dans notre pays. Un plaidoyer mesuré et relativement optimiste. Mais dans lequel on notera un fâcheux oubli : pas un mot sur la situation intolérable faite aux 300.000 Francophones de Flandre. Notre plainte arrive fort à propos pour remplir ce trou !

Voilà un brûlot dont hérite Didier Reynders, nouveau ministre des Affaires étrangères, dont le parti (MR) avait inscrit dans son programme la reconnaissance et la protection de la minorité francophone en Flandre.»

Lu dans **Nouvelles de Flandre**, organe de l'Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre (APFF) Spreeuwenlaan 12 8420 De Haan. Tél. 059.23.77.01 Courriel apff@francophonie.be Site <http://www.francophonie.be/ndf>

FRANCE



WALLONIE-BRUXELLES

N°7 - Janvier 2012

SOUS LE JOUG DE WORLD INC.

Que je vous explique comment ça marche, les «marchés».

Même réduite de moitié, la dette de la Grèce est impayable et ne sera donc pas payée. Qu'importe à World Inc., la haute finance internationale ! Les autres Etats de la zone euro déversent des milliards dans le gouffre. Au bout d'un circuit un peu compliqué, cet argent revient aux banques, qui sont pour le moins coresponsables du désastre hellénique. Elles le mettent au chaud dans les coffres de Francfort, en attendant de le prêter aux Etats susdits à un taux profitable, comme on dit dans leur monde.

A propos de Francfort, sachez que nos bons banquiers (ne les accablez pas, ils ne font que leur métier dans un système vicié) empruntent à 1 % au guichet de la Banque centrale européenne — c'est nous qui régalaons ! — et prêtent à bien plus cher les sous ainsi récoltés aux pouvoirs publics et aux particuliers. Les gogos se contentent de l'explication qu'ils ont «des frais»

La haute finance a des complices, pardon, des partenaires. D'abord les agences américaines de notation. Non seulement elles n'ont pas vu venir la crise de 2008, mais elles l'ont en partie provoquée en masquant

la déconfiture d'empires croulants et «systémiques» comme Lehman Brothers. Maintenant elles décotent les pauvres Etats qui se sont endettés pour réparer les conséquences de ce qu'ils n'ont pas provoqué. Bingo ! Cela permet de majorer encore les intérêts de leurs emprunts. Jésus n'était qu'un amateur avec ses pains et ses petits poissons.

Il y a tout de même, direz-vous, des banques mal en point, comme Dexia. Quand cela arrive en Belgique, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, on y injecte des milliards par dizaines — et quand elles ont repris des couleurs, on les rend gentiment au secteur privé, au lieu de les fondre dans une force publique de frappe financière dont les potentialités scripturales se matérialiseraient dans la politique volontariste dont nous avons un impérieux besoin.

Volontariste ? L'Union européenne, la plus néo-libérale des grandes organisations économiques du monde, entend ce mot comme un blasphème contre le dieu marché. La crise a au moins cette vertu de dévoiler que son dessein suprême est financier et non économique et encore moins social. Oubliées les mirobolantes promesses du début de l'euro, dont, au fond, World

Inc. et la Commission européenne, qui en est la succursale, attendaient le façonnement des marchés selon leurs vœux et leurs desseins ! À présent que nous sommes dans la m..., il n'est plus question que d'austérité, de rigueur, bref de presse-citron. En guise de carotte au bout du bâton, on nous fait miroiter le retour de la croissance, qui requiert exactement le contraire de ce que l'on est en train de faire. Et pour être sûr que passera cette muscade, World Inc. place ses créatures aux postes les plus chauds : Papademos à la tête du gouvernement grec, Monti à celle du gouvernement italien, Draghi à la Banque centrale européenne — tous trois issus de la Goldman Sachs Bank, un des principaux agents du désordre financier, y compris par le long maquillage des comptes grecs (nous, du moins, nous sommes débarrassés de Dehaene, moins doué pour ces jeux, où il s'était plongé avec délice). Ajoutez à cela le bourdonnement des Bourses, dont les ordinateurs s'affolent et le jacassement des économistes formatés à la pensée unique et qui ne savent qu'en réciter le catéchisme. Vous avez toute montée la machine à déceler les peuples.

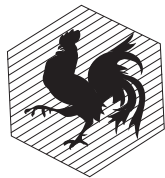
Mais les peuples se sont mis à penser selon d'autres schémas. C'est pourquoi World Inc. n'aime pas leur

donner la parole. Là où c'est possible les référendums sont proscrits. Les élections ? Tous les serviteurs du Système n'ont pas la sottise d'avouer, comme Mme Catherine Fonck dans «Le Vif-L'Express», qu'ils ne les aiment pas, mais ils se cantonnent dans des alliances où se pratique l'oubli des programmes et des désuètes affinités doctrinales. On ne s'effraie même plus des reniements, choquants entre tous, des partis sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates. Le néo-libéralisme leur a changé les gènes. L'idée qu'il y ait des alternatives à celles du dernier tiers du XX^{ème} siècle ne les effleure jamais.

Pourquoi est-ce que je vous raconte tout cela dans un journal dédié au combat wallon ? Parce que le cas belge est exemplaire de ce qui se passe en Europe et justifie ce combat.

La Belgique flamando-néo-libérale

World Inc. aime assez la Belgique, avec son Etat déliquescents, dure à ce qui n'est pas marchand et docile envers les caciques de l'eurocratie. Or, la longue vacance gouvernementale, éclairant la largeur du fossé qui sépare son nord et son sud, a donné une vraisemblance sans



précédent à la sécession, que, par un refus bien belge de la précision, on appelle le plan B. En acceptant, au mépris de ses engagements (mais il n'en est plus à cela près), de laisser la Flandre consolider l'enclavement de Bruxelles, M. Di Rupo a retardé pour quelque temps le dénouement probable et logique. Mais on en reparlera bientôt.

Le compromis budgétaire, largement conforme aux exigences de la droite flamande, a terminé sa vilaine besogne, et il n'est pas anodin qu'il y ait été aidé par l'agence de notation Moody's, experte en panique provoquée dans la gent politique, et par M. Verhofstadt, zélote plus franc de la pensée unique. Ce fouillis n'a aucune direction d'ensemble, sauf celle, croient ses concepteurs, de contribuer au sauvetage de l'euro, espoir suprême et suprême pensée des ministres. Ne parlons pas de retour à la croissance, tant alléguée par les négociateurs : la pauvre n'y reçoit que le contraire de ce qu'elle demande. Le discours officiel, répercuté par nos délégations dans les

enceintes internationales, joue les grandes orgues sur les thèmes des économies d'énergie et de la mobilité rationnelle ? Le compromis besogne à rebours : suppression des primes incitatives, réduction de la dotation du rail (dont les dirigeants partocrates méritent certes la révocation), sans oublier la perspective délirante de l'abandon du nucléaire avant toute possibilité de relève à bon compte. Le social ? Silence aux pauvres en fin de droits ou hésitant devant des soins de santé encore plus chers. Les pensions ? On en apprend presque chaque jour davantage, comme la scandaleuse atteinte à celles dites de survie. La dette « souveraine » ? Remboursée à une vitesse déraisonnable, parce que l'« Europe » le veut. Mais le secteur financier, lui ? Épargné, ou peu s'en faut. De tous côtés, par ailleurs, des taxes nouvelles ou augmentées.

Qui va surtout payer la casse ? La Wallonie, dont le parc immobilier est en mauvais état, qui a plus de chômeurs et — pour le moment — de gens âgés que la Flandre et qui souffre plus de la sup-

pression d'emplois et d'outils dans les services publics. Avec, de surcroît, la continuation de la domination thioise sur le pouvoir fédéral, bénie par un premier ministre qui demande pardon aux Flamands de ne pas bien connaître leur langue et qui, entre deux gémissements, les assure de ses bons offices à leur endroit. Avec aussi, pour bientôt, de probables relèvements des factures, car le « compromis » a été calculé sur la base d'hypothèses irréalistes, et les « marchés », que l'on avait cru apaiser, réclament déjà bien davantage.

On est loin des lendemains radieux qui brillaient comme des mirages dans les discours de la classe politique au début de l'euro. Au lieu d'admettre que le tout-financier eurocratique était vicié dès le départ et de rejeter les dogmes que l'expérience a réfutés, on persévère dans l'épouvantable erreur qui attaque la civilisation à la racine. La différence est que l'on ne se donne même plus la peine de nous dorer la pilule. Les parlementaires sociaux-démocrates y ont été d'une tribune

libre dans « Le Soir », où ils ne donnaient pas à croire qu'ils tenaient la parole donnée par eux à leurs électeurs (alleïe, zot!), mais expliquaient qu'ils lui tournaient le dos pour sauver la België et l'euro. M. Di Rupo a cru bon de déclarer qu'il « comprenait » les protestataires. A moi qui marchais avec eux le 2 décembre, cela me faisait une belle jambe. Aux autres aussi, sans doute.

Mais la België tremble sur ses bases, comme l'Europe néo-libérale. La France est en train de redécouvrir le sens des mots « nation » et « république ». Puisse, aurait souhaité Victor Hugo, la chose suivre très vite les mots, car c'est dans dans ceux-ci que se trouve la recette du salut. Notre patrie naturelle sera alors d'un attrait irrésistible pour les Wallons. Car il faut une révolution conceptuelle, et elle ne viendra pas d'une bacchanale anarchiste, ni du « flower power » des hippies. Nation, République. Cet idéal a gardé la charge révolutionnaire de 1792. Il renversera les trônes des princes de l'argent, comme jadis celui des rois.

Jacques Rogissart

ÉCLATEMENT, RATTACHEMENT : QUELQUES ASPECTS GÉOPOLITIQUES

Il est un point sur lequel il n'est pas question de transiger : le destin de la Belgique est entre les mains des Belges et d'eux seuls. Aucune *ingérence directe* visant à provoquer la scission du pays ne serait acceptable.

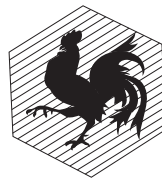
En revanche, dès le début d'une possible « phase terminale », le « dossier belge » deviendrait une question internationale. Le pays agonisant subirait, en plus des coups de boutoirs internes, des influences étrangères

contradictoires visant soit à empêcher, soit à accompagner la dislocation. La Belgique deviendrait un échiquier géant.

Il suffit de voir l'éclairage médiatique et les pressions qu'ont

connus la Grèce et l'Italie à l'automne 2011 au sujet de la crise de la dette. Assurément, la fin de la Belgique aurait des répercussions comparables dans l'Europe tout entière et provoquerait la même agitation.





Il est possible de dresser une première liste des principaux acteurs internationaux.

La France et les Pays-Bas

Si des pays frontaliers comme l'Allemagne (qui aura un œil sur le sort de la communauté germanophone) et le Luxembourg joueront un rôle d'arbitre, ce seront bien la France et les Pays-Bas qui seront sans doute les plus impliqués dans le processus.

L'action des **Pays-Bas** dépend de la vivacité des idées orangistes dans le monde politique et la société civile. À l'évidence, il est difficile de localiser précisément l'orangisme néerlandais dans tel parti ou tel groupe d'influence : il n'est pas le monopole du leader populiste Geert Wilders, ni d'une association comme le «**Baarle Werkgroep**». L'orangisme semble diffus partout, de façon latente voire inconsciente, et prêt à se réveiller dès que les circonstances le permettront. Mais dans quelle mesure ? Telle est la question.

Paradoxalement, l'attitude de la **France** est plus difficile à prévoir. Certes, les réunionnistes y disposent d'alliés naturels au sein des courants classés dans la catégorie «gaullistes et républicains». **Jean-Pierre Chevènement** a dans le passé manifesté sa sympathie pour la cause «rattachiste», de même que le député du Nord **Christian Hutin**, dont il est un proche. Des connexions fructueuses sont envisageables avec les **néo-gaullistes de Nicolas Dupont-Aignan**, regroupés

dans le mouvement **Debout la République**. Mais aujourd'hui l'homme politique français le plus avancé sur la question est **Jean-Luc Mélenchon**, qui s'est clairement prononcé dans son livre *Qu'ils s'en aillent tous !* (éditions Flammarion, paru en poche récemment chez J'ai lu) : «On peut imaginer sans peine, dans le cas où les Flamands se sépareraient, que les Wallons veuillent leur rattachement à la République française. Nombre de Français - comme moi - s'en enthousiasment.»

Du côté des amis dont on se passerait bien, impossible d'éviter le courant nationaliste représenté par le Front national de Marine Le Pen, évidemment favorable à l'extension du territoire français. Ayons à l'esprit que le FN sera instrumentalisé par nos adversaires en vue de discréditer l'ensemble du courant réunionniste.

L'attitude des partis à ce jour majoritaires (**UMP** et **PS**) sera guidée par la prudence, à laquelle s'ajoutera une large part d'incrédulité et d'incompréhension. Mais on peut penser que l'opportunisme l'emportera finalement si la scission s'avère inévitable. Qui peut raisonnablement penser que Nicolas Sarkozy ou François Hollande - ou ceux qui leur succéderont à la tête de leurs familles politiques respectives - passeront à côté d'une telle occasion d'entrer dans l'histoire ? Avant cela, les réunionnistes pourront trouver quelques relais parmi des élus tels que **Jacques Legendre**, réélu sénateur du Nord en

2010, connu pour être intervenu lors du premier congrès du Mouvement wallon pour le retour à la France de feu Maurice Lebeau, dès 1991 donc.

Le moment venu, le rapport entre les forces politiques françaises citées ici sera un paramètre fondamental. Celui-ci peut changer d'une année à l'autre, et la France n'est pas à l'abri d'un chamboulement de grande ampleur.

En fait, outre les milieux européistes et fédéralistes, les plus vives réserves viendront du corps diplomatique lui-même, dont la doctrine est par principe hostile au changement des frontières. Et certains hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay pourraient bien penser qu'un nouvel État francophone - la Belgique résiduelle - servirait de supplétif utile à la France dans les relations internationales. Mais, par bonheur, ces gens sont disciplinés et se rangeront derrière les décisions politiques.

On doit donc s'attendre à quelques attermoissements à tous les niveaux, qui irriteront sans doute les réunionnistes, mais qui ne préjugent en rien du rôle final de la République.

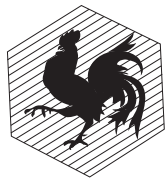
La Belgique, «un modèle pour l'Europe» à «préserver à tout prix»

La défense de la «nation belge» et l'idéologie européiste ne font qu'un, car chacune s'accroche à l'autre pour se légitimer réciproquement... L'implantation des princi-

pales institutions de l'Union y est pour quelque chose, mais à cette réalité matérielle s'ajoute un arrière-plan théorique incontournable.

Je renvoie à l'éditorial d'Éric Meyer, rédacteur en chef du magazine «Géo», paru dans le hors-série de novembre 2010 consacré justement à la Belgique, où sont résumées en quelques phrases des idées très répandues dans les cercles euro-fédéralistes. J'en extrais les trois suivantes : «*Belgique, miroir de l'Europe*», «*Si la Belgique éclatait, quelle secousse ce serait pour l'Europe, quel retour en arrière ! Tout le chemin de la construction européenne depuis soixante ans a consisté à conduire les pays, au-delà de l'identité de leurs peuples et des contraintes de leurs géographies, vers un destin commun*», «*L'Art nouveau, le surréalisme, la bande dessinée, les carnavaux, maintenant la mode, voire le chocolat ou la bière, forment un patrimoine dont les Belges sont fiers. Et dans lequel de nombreux Européens se reconnaissent. On pourrait même rêver que les prochains bâtisseurs de l'Europe - les Jean Monnet, les Robert Schuman des années 2010 - construisent un nouveau projet sur cet héritage-là.*» Voilà tous les poncifs du belgicisme repris presque mot pour mot. On voit bien comment la Belgique «en tant que modèle» sera défendue bec et ongles par les partisans de l'Europe fédérale. Et donc par l'ensemble des institutions européennes et leurs réseaux.

Le sort du pays est étroitement lié à la situation euro-



péenne telle qu'elle sera au moment de la prochaine crise de haute intensité. Si l'Europe évolue, envers et contre tout, vers une plus grande intégration politique et budgétaire, alors les pressions visant à *maintenir une forme quelconque de Belgique* seront un obstacle majeur. Mais si l'Union telle qu'elle est devenue vacille, victime de la dérive néo-libérale et du fanatisme budgétaire imposé à des peuples de plus en plus rebelles, alors l'instabilité qui en résulterait élargirait le champ du possible. **Les États-Unis : présence et discrétion...**

Il est absolument impensable que **les États-Unis**, ainsi que leurs alliés **atlantistes** en Europe (gouvernements, partis politiques, organismes officiels, groupes de réflexion, experts, etc.)

restent passifs et indifférents face à la disparition d'un pays qui, ce n'est pas rien, accueille le siège de l'**OTAN** dans sa capitale et le **SHAPE** dans la région de Mons.

La perspective de voir les institutions de l'alliance militaire se retrouver sur le territoire français n'enchanterait guère le Secrétariat d'État états-unien... Rien ne garantit en effet que la France évoluera vers des positions plus atlantistes : un retour à la politique gaullienne d'indépendance demeure toujours possible, et pour beaucoup souhaitable.

Il est facile d'imaginer les problèmes provoqués par un gouvernement français peu coopératif : on ne pourrait exclure un départ pur et simple de l'**OTAN** et du **SHAPE**, comparable à celui de 1967...

À la réflexion, la solution la plus simple et la plus conforme aux intérêts états-unis est d'empêcher à tout prix l'éclatement du pays et, *si cela n'est plus possible, de tout faire pour favoriser l'émergence d'un nouveau pays francophone regroupant la Wallonie et Bruxelles*. C'est aussi la solution soutenue, en dernier recours, par les belgicains les plus acharnés... On voit là une connexion possible.

En guise de conclusion : prendre conscience des enjeux

À l'approche de son agonie, la Belgique sera la proie de tentatives interventionnistes, auprès desquelles les groupes sociaux et politiques belges chercheront des alliés. C'est un phénomène qui s'observe en tous lieux et à toutes les

époques dès que les structures étatiques s'affaissent. Une «culture du réseau» bien pensée est donc un atout important pour tirer son épingle du jeu (un double-jeu pour beaucoup des acteurs cités ici...). **Les stratégies à mettre en œuvre dépendront en grande partie de ce que sera la situation des uns et des autres «à l'instant T», qui pourra être très différente de celle existant au moment où ces lignes ont été écrites (novembre 2011).**

Nous devons en conséquence, dès à présent, multiplier les contacts utiles. Sans jamais oublier d'affûter nos arguments pour convaincre l'opinion que la réunion est la seule option dignement valable en cas de scission. C'est un travail de fourmi.

Cédric Chopin

L'OPINION PUBLIQUE WALLONNE EN 1831

Jamais la diversité des opinions n'est apparue avec tant d'évidence ; jamais les partis ne se montrèrent plus hostiles. D'une ville à l'autre, les sentiments ne sont plus les mêmes. L'esprit de localité est le seul qui se fasse clairement apercevoir, et il varie de distance en distance, comme les couleurs que portent les citoyens. Dans ce conflit d'opinions, d'indécisions, d'intérêts, d'espérances et de crainte, un vœu semble pourtant prévaloir, **et les provinces wallones (sic) inclinent visiblement pour la France. Elles voient un retour à leur vraie nationalité dans leur retour au pays dont la politique des rois les a seule tenues séparées.** Elles voient de plus en plus une garantie certaine contre toute division intestine, contre tout désordre, dans la fusion de nos provinces et du grand empire dont elles ont fait si longtemps partie. C'est un fait que ces derniers jours ont de plus en plus constaté, et nous l'enregistrons.

Article non signé, *Journal de la province de Liège* (tendance libérale), 23 janvier 1831

... ET AU MOMENT DE LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE

Cependant, la neutralité officielle de la Belgique n'empêchait pas les Belges de manifester leurs sympathies et leurs vœux pour l'une ou l'autre armée. Chose remarquable : alors que les chefs de l'armée, le roi et son entourage se réjouissaient des défaites des Français, le peuple et les soldats en étaient attristés. **La sympathie qui naît si naturellement entre hommes qui parlent la même langue faisait surtout compatir les Wallons aux malheurs de la France. Il n'était pas rare de les entendre dire, en parlant des Français : «Nous». Des bataillons belges entiers montaient dans les trains en chantant la Marseillaise,** et cette touchante solidarité dans le malheur venant des hommes du peuple consolait les Français vaincus mieux que ne l'eussent fait toutes les démonstrations officielles.

Léon DEFUISSEAU, député radical de Mons (1879), puis animateur du Parti socialiste républicain, dans *Les hontes du suffrage censitaire*, Bruxelles, 1887

supplément à "4 millions 7"

Janvier 2012

Éditeur responsable :

Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65,
1170 Bruxelles

Comité de rédaction :

François Detif, Jean-François
Goosse, Jean-Paul Roos

Collaborateurs :

Pierre Bertrand, Cédric Chopin,
François Detif, Paul Durieux,
Jean-François Goosse,
Adrien Laurant, Pierre Mélot,
Jacques Rogissart,
Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. *France-Wallonie-Bruxelles* applique les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au *Journal officiel de la République française* en 1990

CULTURE & LITTÉRATURE

Poésie

Jean-Pierre GRANDJEAN, romaniste et pédagogue, est né en 1943 et vit à Écaussines. Sa préférence en poésie va aux mystiques de Belgique romane et d'Espagne, ainsi qu'à deux phares de la Mitteleuropa : Rainer Maria Rilke et Paul Celan.

Le Berbère immémorial

Derrière nous trois, soudain,
L'homme, la femme et l'enfant,
Le froissement de ta furtive
Djellaba
Au seuil séculaire de la
Ghorfa à jamais tue,

Soudain s'élèvent vers l'Azur
Tes solennelles manches
Devant l'enfant, devant la femme
Et devant l'homme.

Et voici l'hallucinant mirage
Des greniers magiques qui
Croulent de grains craquant
Sous l'âpre dent des
Touaregs!

Et voici ton auguste parole
Psalmodiant les gestes ancestraux,
Ô Berbère d'entre les Berbères
Drapé de sainteté simple!

D'où viens-tu donc ?

De la piste ardente
Où ton pied nu sertit
Le sable du fond des âges ?
De l'oued parfumé du
Jasmin jubilant ?

Berbère, ô mon frère très haut,
Ami inconnu de toujours,
Ton regard absolu me cloue
Au pilori de ta pureté aveuglante!

D'où viens-tu encore ?

De l'étable bled où, graveur cruel,
Invisible,
Le vent malin ne cesse de
Buriner ta noble face ?
Du djébel où l'incessant carrousel
Des tajines d'arène
Sculpte des ciels de miel ?

Tu es de tous ces lieux, inébranlable.

Immuables, ces lieux t'habitent juste-
ment.

Berbère, Berbère, ô grand Frère,

Montre-nous encore comment, têtue,
Le chameau fait tourner
Sur l'olive mûre
La meule impitoyable!
Insiste! Ose! Tire-moi, là,
Par la manche
Dans le repaire à blé,

Et parle-moi, ô parle-moi!

Tes mots m'atteignent tous
Comme une grêle délicate
De figues délectables!

Berbère, tu es si riche, ô si riche,
De tes seules prunelles douces,
Tranquilles,
Et conteuses de la Ghorfa visitée,

Ô Berbère, tu es beau, beau
D'exquise noblesse,
De toute ta fière stature sonore,
De l'agneau qui l'a fait legs
De sa laine industrielle.

Beau es-tu, Frère Berbère, jusqu'à
Tes pieds nus médusant le scorpion!

Voix, ta voix de granit et de sel,
Dégorge ses mille pépites
Qui dansent dans les étoiles!

Jusqu'à ce que – tout là-bas,
Au cœur irradié du Zénith,

À l'exact pivot millénaire
Leur reine, saharienne bleue,
Ouvrant sa paupière d'or,
T'adore, Rose éternelle
des sables!

Pâques 1990, à Djerba, avec l'épouse et la fille.



Ghorfa - Tunisie

Quelques mots d'esprit des grands hommes

1787. Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, futur évêque d'Autun, est abbé à la mode dans les salons parisiens. Il dit : «*Il y a trois sortes de savoirs : le savoir proprement dit, le savoir-vivre et le savoir-faire. Les deux derniers dispensent généralement du premier.*»

Automne 1815. Après la bataille de Waterloo, Talleyrand, prince de Bénévent, est Ministre des relations extérieures du nouveau roi de France Louis XVIII. Il reçoit un nouveau fonctionnaire qu'il vient de nommer dans son administration.

- Alors Monsieur, demande Talleyrand, êtes-vous content de votre nomination ?

- Ah oui, Prince, répond l'autre, parce que jusqu'à présent, je n'ai pas eu de chance dans la vie.

- Monsieur, dit Talleyrand, j'annule votre nomination, car il est strictement impossible de nommer quelqu'un qui n'a pas de chance dans la vie.

1838. Talleyrand, 84 ans, ancien ambassadeur à Londres où il a négocié l'indépendance de la Belgique, agonise sur son lit de mort. Le roi des Français, Louis-Philippe I^{er}, vient lui rendre visite.

- Ah Sire, dit Talleyrand, je souffre comme un damné.

- Déjà! répond l'autre.

Aimablement communiqué par Jean
TULKENS

CULTURE ET LITTÉRATURE

En français s'il vous plaît !

Francis BAUDOUX, par courriel - Permettez moi de vous signaler que la rubrique "en français s'il vous plaît" me rappelle singulièrement les communes d'Overijse et similaires où l'échevin des affaires flamandes [sic] fait des campagnes "en flamand s'il vous plaît". Il est possible que les Bruxellois soient un peu rubriques en matière de français plutôt que l'anglais, mais les Wallons (dont je suis) sont très tolérants en cette matière; sinon tolérants du moins indifférents.



Le lion ... flamand ou ... Peugeot ?

Il y a de cela plus cinq ans, dans un esprit d'ouverture, j'avais programmé la visite des trois Parlements pour les membres de mon association : le Fédéral, celui de la Communauté française et le Parlement flamand. La visite de ce dernier fut la plus policée mais très complète. Nous étions surtout frappés par la fierté avec laquelle notre guide montrait les «richesses» qui décoraient les lieux : les éternels lustres en scarabées de Jan Fabre (... faut aimer) mais surtout, les abat-jours en verre dépoli frappés d'un lion... Et là, très pédagogue, ce monsieur nous a demandé : connaissez-vous ce lion ? Devant nos airs médusés par le niveau de la question, je dis en boutade : «ben... on ne sait pas, c'est le lion Peugeot, non ?» Éclats de rire du groupe, guide hyper vexé évidemment. Enfin ! Ces francophones ne connaissent même pas le Lion des Flandres ! Ou au moins ne le reconnaissent-ils pas ! Si c'est pas malheureux !

J'ai souvent repensé à cet épisode. D'abord quand j'ai constaté qu'un dirigeant de parti flamand célèbre se déplaçait en Peugeot. Un parti assez neuf... ooh comment s'appelle-t-il déjà ce Monsieur. Il est assez corpulent, adore les gaufres... oh ! puis zut, c'est pas si important.

Plus ennuyeux et révoltant, ce sont les GPS embarqués sur les véhicules Peugeot ! En effet, ceux-ci ne proposent visuellement les noms des rues de Bruxelles et même de communes wallonnes (à facilités comme Flobecq, Enghien...) qu'écrites en néerlandais ! Après de multiples coups de télé-

phone et de lettres, j'ai reçu une réponse sibylline me disant que le programme pour la Belgique est ainsi formaté et qu'il n'y a plus rien à faire.

Alors oui, c'est un pas supplémentaire pour tenter de donner une importance démesurée à cette langue qui n'est en réalité parlée que sur quelques km². Pas qui montre bien dans quelle direction veut aller la Flandre après les inévitables futures réformes de l'État ! Il est certain que pour ma prochaine voiture, je vérifierai ce qui peut apparaître comme un détail mais qui ne l'est pas pour moi : l'utilisation correcte de la langue selon la région où l'on se trouve.. Quitte à changer de marque !

Xavier JACQUE.
Président de l'ACFZasbl
(Association culturelle francophone
de Zaventem)



La commune où je vis, à savoir Rebecq, en Brabant wallon, possède un compte bancaire où l'on peut virer entre autres le cout du remplacement d'une carte d'identité, compte intitulé de la façon suivante : ADM.REBECK-REBECQ ! À Alost par exemple, le compte bancaire de la ville est-il intitulé : ADM.ALOST-AALST ?

Voici l'explication du Premier échevin de la commune de Rebecq : «Il s'agit dans votre cas d'une erreur informatique occasionnelle indépendante de notre volonté et nous vous présentons nos excuses. Nous restons très attentifs pour que cela n'arrive plus.»

Il semblerait que bizarrement «l'erreur» ne se soit produite que chez nous. Quant à incriminer l'informatique, il me semble que les ordinateurs n'en sont pas encore à prendre des initiatives de ce type !

Marie BERRÉ



Tourisme en Belgique

On trouve sur internet trois sites invitant aux escapades touristiques en Belgique.

À l'adresse <http://www.belgique-tourisme.fr/>, site destiné à la France, j'imagine, le texte est en français. Il présente

la Wallonie et Bruxelles. En haut à droite, le visiteur est invité à cliquer sur son pays d'origine de manière à lire les informations dans sa langue. À côté du petit drapeau noir jaune rouge, ne figure que la mention België et le visiteur est immédiatement dirigé vers un site en néerlandais.

Sur le site <http://www.tourismebelgique.com> (détenteur du nom de domaine : Raymonda Verdyck Toerisme Vlaanderen), on trouve en français des informations sur la Flandre et Bruxelles.

À l'adresse <http://www.belgique-tourisme.be> (détenteur du nom de domaine : Viviane Jacobs : OPT Wallonie Bruxelles), on est immédiatement plongé dans des informations sur la Wallonie et Bruxelles en... anglais. Pour obtenir le texte en français, il faut cliquer sur 'traduire' dans la barre d'outils. Le petit drapeau noir jaune rouge porte uniquement la mention België et renvoie à des informations en néerlandais.

Peut-être suis-je une navigatrice maladroite, mais je déduis qu'au petit drapeau noir jaune rouge correspond immanquablement un texte en néerlandais.

Bizarre... avez-vous avez dit ?

Maroucha

Des sites à visiter

L'association ALFA (Amis de la langue française en Algérie) vous invite à visiter son nouveau site internet : <http://alf.asso-web.com/>.

Le site internet de la Maison de la Francité a fait peau neuve. L'habillage graphique est plus lumineux et plus actuel. Différents formulaires en ligne permettent d'interroger le service SOS langage, de commander des publications, de s'inscrire au concours de textes ou au stage de prise de parole. Il est possible aussi d'y tester sa connaissance de la langue française par le biais de jeux en ligne. www.maisondelafrancite.be

L'association *Avenir de la langue française* vous donne rendez-vous sur son site : www.avenir-langue-francaise.fr

CULTURE ET LITTÉRATURE

Concours de textes 2012 de la Maison de la Francité

«Si j'étais magicien...»

Qui n'a pas rêvé d'être doté de pouvoirs magiques afin de modifier l'un ou l'autre aspect de la réalité ? Il y a tant de choses que nous aimerions changer d'un simple coup de baguette : notre aspect physique, notre stock de connaissances, le fonctionnement de la société, la faim et la maladie, le climat, etc. Certes, de tels pouvoirs peuvent aussi servir des buts moins nobles : la vengeance, la jalousie, l'élimination d'un rival. Entre générosité, égoïsme et malveillance, l'éventail des possibilités est immense, sans oublier l'art des illusionnistes. De nombreux auteurs ont traité ce thème, d'Ovide à J.K. Rowling en passant par Charles Perrault et les frères Grimm. C'est ainsi que sont nés des personnages mythiques comme Merlin l'enchanteur, la fée Morgane, Aladin et sa lampe merveilleuse, l'apprenti sorcier Harry Potter et bien d'autres. Leurs aventures nous ont fait rêver, pleurer, sourire, trembler. Avec le concours de la Maison de la Francité, chacun peut à son tour inventer une histoire merveilleuse, fantastique ou dramatique dont il sera le héros fabuleux.

Le concours de textes 2012 de la Maison de la Francité s'adresse à toute personne résidant en Belgique, sans distinction, à partir de l'âge de 12 ans. Les participants sont répartis en trois catégories : cadets (de 12 à 15 ans accomplis le 18 avril), juniors (de 15 à 18 ans), adultes (à partir de 18 ans). La sélection est assurée par des professionnels. Dans chaque catégorie, le jury classe les lauréats en tenant compte de la qualité des textes et leur originalité. Les lauréats seront invités à la remise des prix le 1er juin où les attendent des chèques, des livres, des entrées gratuites, etc. Les meilleurs textes seront publiés.

Les inscriptions peuvent se faire par la poste, par fax, par courriel (mdlf@maison-delafrancite.be) avec la fiche d'identité ou via le formulaire du site de la Maison de la Francité (www.maisondelafrancite.be). Le règlement complet du concours se trouve sur le site ou peut être obtenu à la Maison de la Francité.

Envoyez votre récit original et inédit de 2 à 4 pages pour le 18 avril 2012 à
www.maisondelafrancite.be
mdlf@maison-delafrancite.be
Tél. 02/219 49 33 - Fax. 02/219.67.37
19F, avenue des Arts
1000 BRUXELLES

Publications

Colette Pinson, *Saint Roch entre peste et choléra.*

On ne soulignera jamais assez la contribution importante que les auteurs qui se penchent sur l'histoire locale, la 'petite' histoire, apportent à la 'grande' histoire. Colette Pinson, licenciée-agrégée en Histoire et en Histoire de l'Art, présidente du Cercle d'Histoire de Rixensart, a établi un relevé très minutieux des églises, chapelles, potales et même statues consacrées au culte de saint Roch. Une passion comme une autre, une âme de collectionneuse ? Bien sûr que non : cette géographie est aussi celle des grandes épidémies, et saint Roch, originaire de Montpellier, où il a donné lieu à un folklore très vivant, est l'un des saints les plus évoqués contre la peste, le choléra, la grippe espagnole. On relève ainsi des pics, au XVIIe siècle, au moment de la guerre de Trente ans, en 1866, à la fin de la guerre de 1914. Les localités les plus touchées sont celles où le culte sera le plus florissant, et c'est aussi l'occasion de relever les actes de dévouement et même d'héroïsme suscités par l'épidémie.

Mais ce sera aussi la source de la création de confréries (deux à Tournai, par exemple), processions, de marches militaires, telles celles de l'Entre-Sambre-et-Meuse, et comment ne pas évoquer Roger Foulon, particulièrement attaché à saint Roch ?

Enfin, Colette Pinson attache une importance toute particulière au style des édifices et des statues, qui représentent le plus souvent saint Roch pèlerin, en habits de marcheur. Il en viendra d'ailleurs, vu le succès de la dévotion qui s'adresse à lui, à empiéter sur les brisées de ses collègues saint Hubert et saint Sébastien...

Colette Pinson étend son enquête aux autres provinces de Wallonie ainsi qu'au Brabant flamand, et nous donne un aperçu assez large de la dévotion à saint Roch dans le monde, notamment en Italie. Même s'il n'est plus repris dans le catalogue des saints reconnus pour être authentiques, son culte continue à être bien vivant dans nos contrées.

Joseph BODSON
Reflets de Wallonie, la pensée wallonne
(octobre, novembre, décembre 2011)

Avec l'aimable autorisation de l'Association
royale des écrivains et artistes de Wallonie
(AREAW)

PINSON, C., *Saint Roch entre peste et choléra*, chez l'auteur, rue des Bâtisseurs 1/202 1348
Louvain-la-Neuve.

Colette Pinson sera présente à la Foire du livre
de Bruxelles le jeudi 1^{er} mars de 16 à 18 heures au
stand du Service du livre luxembourgeois.

Bruxelles Métropole francophone et la Ligue wallonne de la Région de Bruxelles

vous proposent

le jeudi 16 février à 12 heures 30

au restaurant «*Il Vecchio Mulino*»
rue Jourdan 10 1060 Saint-Gilles
(Métro Louise, trams 92, 94, 97)

Un déjeuner-débat avec Monsieur Jean-Paul NASSAUX

Politologue et historien, collaborateur scientifique du
Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP)

«Le nouveau mouvement bruxellois, perspective d'avenir pour Bruxelles?»

Manifesto (2003), Aula Magna (2005) et BruXsel forum (2005) qui sont des groupes ou des associations citoyennes vont unir leurs forces pour constituer ce que Jean-Paul Nassaux appelle le nouveau mouvement bruxellois. La constitution d'une plate-forme de la société civile où les trois associations sont rejointes par les interlocuteurs sociaux, les associations environnementales et les réseaux culturels, fait émerger un projet commun dans lequel apparaissent plusieurs des idées fortes du mouvement bruxellois.

Participation aux frais : 19 € (à payer sur place) comprenant une entrée, un plat, un verre de vin ou une boisson non alcoolisée, un café.

Réservation obligatoire exclusivement c/o Jean-Marie DEHEYN par courriel
jeanmariedehayn@yahoo.fr ou sms 0485/62 89 25.

CULTURE ET LITTÉRATURE

Le chant des Wallons

Régulièrement, des membres ou des amis de la Ligue wallonne, nous demandent les paroles du Chant des Wallons. Nous accédons très volontiers à cette demande. "Li Tchant dès Walons", dont les paroles ont été écrites en 1900 par Théophile Bovy et la musique composée en 1901 par Louis Hillier, a été désigné comme hymne officiel de la Wallonie le 8 août 1998.

Voici les paroles en wallon...

Nos-èstans fîrs di nosse pitite patrèye,
Ca lâdje èt long, on djâse di sès-èfants.
À prumi rang on l' mèt' po l' industrèye
Et d'vins lès-ârts èle riglatih ot'tant.
Nosse tère èst p'tite, mins nos-avans l' ritchèsse
Dès-omes sincieûs qu'anôblihèt leû nom.
Et nos-avans dès libèrtés timpèsse :
Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d' èsse Walon !
Et nos-avans dès libèrtés timpèsse :
Vola porqwè ! Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d' èsse Walon !

Di nosse passé, qwand c'èst qu'on lét l'istwère,
On s'rècrèstèye vormint à chaque foyou,
Et nosse coûr crèh' qwand c'èst qu'on tûse al glwère
Di nos vis péres qui n'avit mây pawou.
C'est grâce a zèls qui n'djouwihans dèl pây,
Il ont sprâtchî l'inn'mi d'zos leû talon ;
On l'z-a r'clamé lès pus vaillants qu'i-n-âye
Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d'èsse Walon !
On l'z-a r'clamé lès pus vaillants qu'i-n-âye
Vola porqwè ! Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d'èsse Walon !

On s'veût vol'tî inte frés dèl Walon'rèye
Et l'on-z-èst prêt'onk l'aûte a s'diner l'main ;
On s'fait plaisir bin sovint sins qu'on l'dèye,
Nouk ni s'hâgnèye qwand c'èst qu'i vout fé l'bin
Li tcharîté qui mousse èl mohinète
N'î va qu'al nut' avou mèye précôcions ;
Li pô qu'on done on nèl donne qu'è catchète :
Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d'èsse Walon !
Li pô qu'on done on nèl donne qu'è catchète :
Vola porqwè ! Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d'èsse Walon !

Pitit payîs, vos qu'a tant d'grandeûr d'âme,
Nos v's-inmans bin, sins qu'nos l'brèyanse tot haut ;
Qwand on v'kidjâse, âs-ouÿ montèt nos lâmes
Et nos sintans nosse coûr bate a gros côps !
N'âyiz nole sogne èt vikése è liyèsse

Di vos èfants lès brès èt l'coûr sont bons,
Et nos avans lès dj'vès fwèrt près dèl tièsse :
Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d'èsse Walon !
Et nos avans lès dj'vès fwèrt près dèl tièsse :
Vola porqwè ! Vola porqwè qu'on-z-èst fîr d'èsse Walon !

... et la version en français

Nous sommes fiers de notre Wallonie,
Le monde entier admire ses enfants.
Au premier rang brille son industrie
Et dans les arts on l'apprécie autant.
Bien que petit, notre pays surpasse
Par ses savants de plus grandes nations.
Et nous voulons des libertés en masse :
Voilà pourquoi l'on est fier d'être Wallons !

Entre Wallons, toujours on fraternise.
Dans le malheur, on aime s'entraider :
On fait le bien sans jamais qu'on le dise,
En s'efforçant de le tenir caché.
La charité visitant la chaumière
S'y prend le soir avec cent précautions :
On donne peu, mais c'est d'un coeur sincère :
Voilà pourquoi l'on est fier d'être Wallons !

Petit pays, c'est pour ta grandeur d'âme
Que nous t'aimons, sans trop le proclamer.
Notre oeil se voile aussitôt qu'on te blâme
Et notre coeur est prêt à se briser.
Ne crains jamais les coups de l'adversaire.
De tes enfants les bras te défendront
Il ne faut pas braver notre colère :
Voilà pourquoi l'on est fier d'être Wallons !

Vous trouverez un historique détaillé du Chant des Wallons sur le site de l'Institut Destrée : www.institut-destree.eu

À méditer

L'espérance est bien plus qu'un sentiment ; elle est un engagement sans naïveté, avec le moins de compromission possible, pour qu'adviennent des temps meilleurs. En restant vigilant, car à chaque fois que l'on croit ces temps advenus, on risque d'absolutiser la victoire et, très vite, on s'enlise à nouveau.

Charles DELHEZ

"4 Millions 7" applique les rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française et approuvées par l'Académie française

LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES ASBL
NOTRE JOURNAL "4 Millions 7"
Adhésion: 12 € par an, 20 € pour l'étranger(10 numéros) à
verser au compte IBAN BE62145053903161 BIC GEBABEBB
de Ligue Wallonne 1200 Bruxelles

Éditrice responsable : Marie-Claire Daloze-Williquet, présidente
Avenue du Onze Novembre, 28, - Bte 2 - 1040 Bruxelles
mcdaloze@skynet.be
ISSN 2033-740X
Toute contribution au fonds de soutien est bienvenue
Les articles signés n'engagent que leur auteur